

CONVERGENCE NATIONALE RAIL

convergence.rail@hotmail.fr

Siège social : Mairie de Villeneuve St Georges – 20 place Pierre Semard – 94 190 Villeneuve St Georges
06.14.71.57.93

La libéralisation du Rail n'est pas la solution, c'est le problème !

L'association CONVERGENCE NATIONALE RAIL (CNR) créée samedi 26 novembre 2011 à Paris, tient à dénoncer le vote du Parlement européen du 16 Novembre 2011 en faveur de plus de libéralisation, de l'éclatement du secteur ferroviaire.

Il s'est trouvé une majorité de députés pour pousser plus loin les feux de la libéralisation du rail malgré les mobilisations des associations, collectifs, comités d'usagers, élus politiques, syndicalistes, cheminots, de tous ceux qui luttent sur le territoire pour défendre et développer le Service Public Ferroviaire.

Les députés français de droite et du Parti socialiste ont voté pour, les députés Verts se sont abstenus. Seul le groupe GUE-NGL, dont les députés PCF-PG français et quelques autres députés ont voté contre. Le résultat de ce vote suscite, et pour cause, incompréhension, déception et colère des associations qui sont adhérentes à la CNR, et au-delà.

Ce vote du Parlement sur la création d'un espace ferroviaire unique européen ouvre une voie royale aux profiteurs privés dans le secteur ferroviaire en Europe. Ce vote prépare le terrain pour la privatisation et la sous-traitance des services.

Avec les possibilités d'ouverture à la privatisation des gares, des plateformes de triage, des installations de maintenance, des services d'exploitation, les compagnies ferroviaires publiques sont affaiblies.

Certains parlementaires, pour tenter d'expliquer leur vote, parlent d'un compromis. Mais de quoi parlent-ils lorsque l'on mandate la commission européenne pour qu'elle prépare pour 2012 un texte législatif sur la libéralisation totale du trafic national de voyageurs et la séparation complète de la gestion de l'infrastructure de celle de l'exploitation?

N'aurait-on tiré aucune leçon de ce qui s'est passé en Angleterre avec la privatisation de British Rail et ses conséquences dramatiques?

N'aurait-on tiré aucune leçon de ce qui s'est passé en France avec la libéralisation du Fret ferroviaire qui consacre une casse médiatique et planifiée !?

A quelques jours de la fin des « Assises du Ferroviaire », initiées par le gouvernement depuis mi-septembre 2011 et de l'arrivée sur le rail français du premier train privé de voyageurs entre la France et l'Italie, la CNR réaffirme son opposition à la libéralisation du transport ferroviaire. Elle sera de toutes les mobilisations pour défendre et développer le service public. Elle sera de toutes les luttes pour empêcher que les politiques nationales et européennes poursuivent le démantèlement d'un bien public que constitue la SNCF !.

Ce vote européen renforce la détermination de la CNR. Elle va proposer prochainement aux structures nationales qui œuvrent à la défense du service public, l'organisation de mobilisations dans le premier trimestre 2012.

Contact Presse : Didier LE RESTE (06.08.03.91.82)